
L'« Alternative pour l'Allemagne » :
Le parti s'établira-t-il sur la droite de
l'échiquier politique allemand ?

Nele Wissmann

Septembre 2015

Comité d'études des relations franco-allemandes

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité des auteurs.*

Cette « Note du Cerfa » est publiée dans le cadre du « Dialogue d'avenir franco-allemand », un projet mené en coopération par le Comité d'études des relations franco-allemandes de l'Institut français des relations internationales, la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik et la

Robert Bosch Stiftung

Les activités de recherche, de secrétariat de rédaction et de publication du Cerfa bénéficient du soutien du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l'Auswärtiges Amt.



Directeurs de collection : Barbara Kunz, Hans Stark

ISBN: 978-2-36567-461-4

© Ifri – 2015 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Auteur

Nele Katharina Wissmann est chargée de mission au Cerfa depuis septembre 2009. Au sein du Cerfa, elle est plus particulièrement chargée de coordonner le projet « Dialogue d'avenir franco-allemand », réalisé en partenariat avec la DGAP et financé par la Fondation Robert Bosch. Ses axes de recherches sont la politique d'intégration et d'immigration allemandes ainsi que la xénophobie et l'extrême droite.

Résumé

Quelques mois seulement après sa création, le parti « Alternative für Deutschland » (« Alternative pour l'Allemagne », AfD) obtenait 4,7 % des deuxièmes voix aux élections du *Bundestag* du 22 septembre 2013, si bien qu'il ne lui manquait qu'environ 130 000 voix pour pouvoir siéger. Le politologue spécialiste des questions électorales Oskar Niedermayer déclara que par ce score, l'AFD avait « échoué avec succès ».

En effet, ce « parti anti-euro » parvint à mobiliser l'électorat à l'échelle fédérale en un temps record, ce qu'aucun nouveau parti n'avait réussi à ce point avant lui. Tandis que les politologues considéraient que ce « parti à thème unique » ne se maintiendrait pas longtemps dans le paysage politique allemand, il obtint 7 % des voix aux élections européennes de 2014, bien plus qu'un simple succès honorifique.

Les querelles entre les camps libéral-conservateur et national-conservateur ont mené à l'été 2015 à la scission de l'aile libérale-conservatrice et la création du parti « Allianz für Fortschritt und Aufbruch » (« Alliance pour le progrès et le renouveau », Alfa).

L'AFD, désormais un « parti à thèmes multiples » au profil de plus en plus populiste (de droite) obtient actuellement 5 % des intentions de vote dans les sondages ce qui s'explique en partie par la crise des réfugiés. Il est cependant peu probable que le parti siégera au *Bundestag* à partir de 2017. Force est de constater qu'il existe désormais un potentiel électoral pour un parti anti-*establishment* sur la droite de l'échiquier politique allemand.

Executive Summary

Only a few months after it had been founded, the Alternative for Germany party (AfD) won 4.7% of the second votes in the federal elections, on 22 September 2013 – only 130,000 short of what was required for entry into the German *Bundestag*. Party and election researcher Oskar Niedermayer called it a "successful failure".

In fact, the anti-euro party mobilized voters much faster than any other new party at the federal level has done previously. While party researchers forecasted that the "single-issue party" would only briefly be part of the German party system, in the European elections of 2014 the AfD achieved more than a *succes d'estime*, winning 7% of the votes.

Infighting between the party's liberal-conservative and national-conservative wings led to the former, more moderate wing splitting off, and forming a new party, the Alliance for Progress and Renewal (Alfa).

The AfD, which has been turning increasingly into a "multi-issue party" with a (right-wing) populist profile, is getting 5% support according to recent opinion polls. This must certainly be seen in the context of the ongoing refugee crisis. Whether the party will beat the 5% threshold needed to enter the *Bundestag* in 2017 yet remains to be seen. It is nevertheless clear that there is room for an "anti-establishment party" on the right wing of the political spectrum in Germany.

Sommaire

INTRODUCTION	5
FONDATION ET ESSOR D'UN PARTI A THEME UNIQUE	6
Modification du paysage allemand des partis politiques	7
Attirer et fidéliser les électeurs.....	12
UN « PARTI A THEMES MULTIPLES » AU PROFIL DE PLUS EN PLUS POPULISTE (DE DROITE)	14
Un FPÖ allemand ou un FDP plus conservateur? De quelle droite est l'AfD?	15
L'AfD, un retardataire au niveau européen	20
LES PERSPECTIVES DE L'AFD ET LES ALTERNATIVES A L' « ALTERNATIVE POUR L'ALLEMAGNE »	24
CONCLUSION.....	29
NOTES DU CERFA	30
Dernières publications du Cerfa.....	30
LE CERFA	31

Introduction

Ces dernières années, dans toute l'Europe, de nouveaux partis sont apparus sur la frange droite de l'échiquier politique et ont réussi à mobiliser les électeurs par leurs contenus populistes et leur positionnement comme mouvement anti-*establishment*. L'Allemagne a longtemps semblé constituer une exception à cet égard.

La création du parti « Alternative für Deutschland » (« Alternative pour l'Allemagne », AfD) en 2013 a modifié, au moins à moyen terme, le paysage allemand des partis politiques. Cependant, à l'automne 2015, compte tenu son orientation de plus en plus populiste de droite, l'établissement du parti à long terme semble de plus en plus douteux. Le potentiel d'un parti anti-*establishment* en Allemagne est en revanche devenu manifeste.

Dès 2010, on vit apparaître le néologisme « Wutbürger » (que l'on peut traduire par « indignés », traduction littérale : « citoyens en colère »), devenu entre-temps d'usage quotidien en Allemagne. Les « Wutbürger » ont rompu avec les traditions bourgeoises et, déçus par l'élite politique, se tournent vers les partis et mouvements anti-*establishment*, qui se servent souvent de contenus populistes.

Avec la création de l'AFD, l'absence d'un parti eurosceptique en Allemagne a été comblée. Le parti s'est délibérément positionné comme alternative à la politique européenne du gouvernement fédéral. Cette Note reprend l'évolution de l'AFD d'un « parti à thème unique » eurosceptique vers un « parti à thèmes multiples » de plus en plus populiste de droite. L'analyse porte sur le potentiel électoral du parti aux prochaines élections régionales en 2016 et aux élections du *Bundestag* en 2017 ainsi que sur la probabilité à long terme d'une fidélisation des « Wutbürger » comme électeurs de l'AFD.

Fondation et essor d'un parti à thème unique

Quelques mois seulement après sa création, l'AfD obtenait 4,7 % des deuxièmes voix¹ aux élections du *Bundestag* du 22 septembre 2013, si bien qu'il ne lui manquait qu'environ 130 000 voix pour pouvoir siéger. Le politologue spécialiste des questions électorales Oskar Niedermayer déclara que par ce score, l'AfD avait « échoué avec succès »². En effet, ce « parti anti-euro » parvint à mobiliser l'électorat à l'échelle fédérale en un temps record, ce qu'aucun nouveau parti n'avait réussi à ce point avant lui. Tandis que les politologues considéraient que ce « parti à thème unique » ne se maintiendrait pas longtemps dans le paysage politique allemand, il obtint 7 % des voix aux élections européennes de 2014, bien plus qu'un simple succès honorifique. Le « Freie Demokratische Partei » (« Parti libéral-démocrate », FDP), qui formait une coalition avec la CDU-CSU au niveau fédéral de 2009 à 2013, a au contraire essuyé une deuxième défaite importante en 2014 avec 3,4 % des voix, après son échec aux élections du *Bundestag*. L'entrée de l'AfD dans les Parlements régionaux (« Landesparlamente ») de Saxe, du Brandebourg et de Thuringe en 2014, et dans les villes qui sont à la fois des *Länder* de Hambourg et de Brême en 2015, a confirmé l'image d'un parti en plein essor. Le système à cinq partis, longtemps considéré comme immuable, serait-il en train de se transformer³?

Au vu des dissensions internes au parti et de la scission de la branche libérale-conservatrice en juillet 2015, qui a conduit à la création du parti « Allianz für Fortschritt und Aufbruch » (« Alliance pour le progrès et le renouveau », Alfa), ce pronostic semble prématuré. En revanche, il est clair qu'il est désormais possible en Allemagne de mobiliser un électorat qui se situe politiquement à droite de la CSU. Le credo suivant lequel « aucun parti situé à droite

1. Les deuxièmes voix permettent de décider des rapports de proportions entre les partis au *Bundestag*, c'est-à-dire du nombre de sièges accordés à chaque parti. Avec la première voix, un candidat obtient directement un mandat dans sa circonscription électorale. Afin de siéger au *Bundestag*, un parti doit obtenir au moins 5 % des voix.

2. O. Niedermayer, « Eine neue Konkurrentin im Parteiensystem? Die Alternative für Deutschland », in O. Niedermayer (éd.), *Die Parteien nach der Bundestagswahl 2013*, Wiesbaden, Springer Fachmedien Wiesbaden, 2015, p. 175–207.

3. De 1990 à 2013, il y avait au *Bundestag* allemand cinq partis ou groupes parlementaires : la CDU-CSU, le SPD, le FDP (tous trois depuis 1949, le FDP jusqu'en 2013), *Die Grünen* (depuis 1983) et *Die Linke* (depuis 1990, et avant cette date sous d'autres dénominations).

de la CSU ne peut avoir de légitimité démocratique », énoncé en 1986 par le feu Ministre-Président de Bavière Franz Joseph Strauß en réaction au succès électoral du parti national-conservateur « Die Republikaner » (« Les Républicains », REP), semble donc obsolète au moins depuis 2014.

Modification du paysage allemand des partis politiques

Les succès de l'AfD en 2013 et 2014 s'expliquent avant tout par sa position eurosceptique qui venait combler un manque dans l'offre des partis politiques allemands : au cours de ces deux années décisives pour la politique européenne, aucun des partis établis n'a eu pour ligne d'action officielle⁴ de contribuer à un examen critique de la crise économique et financière dans la zone euro. Le consensus des « anciens partis » quant au sauvetage de l'euro (peu de députés ont proposé des alternatives à la politique financière mise en œuvre) ne reflétait pas le climat général dans la société allemande. Certes, d'après des sondages de juin 2013, c'est à la CDU-CSU que les électeurs attribuaient la plus grande compétence pour résoudre la crise de l'euro et des dettes : presque la moitié d'entre eux (45 %) misait sur l'Union chrétienne-démocrate ; mais en même temps, 35 % des électeurs considéraient qu'aucun des partis établis n'était en mesure de résoudre ces crises⁵.

De plus, un processus de modification de l'ensemble du paysage allemand des partis politiques, amorcé à partir des années 2000, joua en faveur du nouveau parti. L'agenda de 2010 conduisit à un affaiblissement de la social-démocratie et, à long terme, à un report des électeurs vers la gauche de l'échiquier politique. Un effet immédiat de ce phénomène fut la fondation de la « Wahlalternative Arbeit und soziale Gerechtigkeit » (« Alternative électorale Travail et justice sociale », WASG), puis sa fusion avec le « Partei des Demokratischen Sozialismus » (« Parti du socialisme démocratique », PDS) pour devenir « Die Linke » (« La gauche »). Bien qu'une coalition rouge-rouge-vert (SPD-Die Linke-Die Grünen) semble actuellement la seule alliance possible pour les partis situés à gauche de l'échiquier politique aux élections du *Bundestag* de 2017, les dirigeants des partis sont très sceptiques vis-à-vis de cette option. Une coalition apte à gouverner semble de moins en moins probable.

4. Notons bien qu'il y eut des voix dissidentes au sein des partis de gouvernement. Premier crédit accordé à la Grèce (2010) : 4 voix contre à la CDU-CSU ; deuxième crédit accordé à la Grèce (2012) : 13 voix contre ; prolongement des aides à la Grèce (2015) : 29 voix contre ; troisième crédit accordé à la Grèce (2015) : 63 voix contre.

5. ARD-DeutschlandTREND, juin 2013, disponible sur : <www.infratest-dimap.de/umfragen-analysen/bundesweit/ard-deutschlandtrend/2013/juni/> [consulté le 24 août 2015].

L'AfD bénéficie aussi du fait qu'une partie de l'électorat conservateur considère que la CDU est devenue trop « social-démocrate⁶ » : la suppression du service militaire obligatoire (2011), la sortie du nucléaire (2011), le démantèlement du système scolaire en trois cursus⁷, l'introduction de la double nationalité et l'ouverture à des discussions sur le mariage homosexuel ne sont pas approuvés par la base électorale.

Même si la liberté de fonder des partis politiques est en principe garantie en Allemagne, les petits partis ont toujours eu du mal à s'établir à cause de la barre des 5 %⁸ : jusqu'à présent, seuls les partis « Bündnis90/Die Grünen » (fondé en 1980) et la WASG (fondée en 2005, devenue « Die Linke ») ont réussi. Les autres se heurtent surtout à la continuité et à la force d'intégration des partis déjà établis. Cependant, lors des campagnes électorales de 2013 et 2014, un vent nouveau a soufflé car il y avait une demande de plus en plus forte pour des alternatives eurosceptiques et conservatrices et le contexte des crises dans la zone euro a fait apparaître de manière plus prononcée l'absence d'un parti anti-euro⁹. Les plans de sauvetage de l'euro ont joué le même rôle vis-à-vis d'une partie de l'électorat libéral-conservateur que l'agenda de 2010 vis-à-vis de la social-démocratie : ils ont provoqué une rupture avec les certitudes du programme qui semblaient auparavant immuables. Le mot « alternativlos » (sans alternative possible) a été élu en 2010 « Unwort¹⁰ » de l'année après qu'Angela Merkel avait déclaré qu'il n'y avait pas d'alternative possible à l'aide financière à la Grèce et ainsi ouvert la voie au parti eurosceptique. Le nom du parti « Alternative für Deutschland » (« Alternative pour l'Allemagne ») apparaît clairement comme un appel lancé en direction du camp conservateur.

6. Des critiques en ce sens ont été émises en particulier par le vice-président du groupe parlementaire de l'Union Hans-Peter Friedrich (CSU). D'après lui, l'AfD n'aurait pas réussi à faire surface si ses thèmes de campagne avaient été pris en charge par la CDU-CSU. Il considère que la chancelière Angela Merkel a décidé au contraire de « prendre leurs thèmes de campagne aux Verts et au SPD ».

7. En Allemagne, l'école secondaire est divisée en trois types d'établissements : les *Hauptschulen*, qui préparent à la *Berufsschulreife* (diplôme professionnel) ; les *Realschulen*, qui préparent à la *Fachoberschulreife* (diplôme professionnel spécialisé) ; et le *Gymnasium* (lycée) qui prépare à la *Hochschulreife* (baccalauréat donnant accès à l'université). L'école commune (*Gesamtschule*) ne fait plus de différence entre ces trois types d'établissements.

8. Pour entrer au *Bundestag*, un parti doit avoir au moins 5 % des secondes voix (seuil électoral). En revanche, des mandats directs peuvent être remportés avec les premières voix.

9. Voir à ce propos les explications de Oskar Niedermayer sur les trois dimensions de la concurrence électorale : O. Niedermayer, « Erfolgsbedingungen neuer Parteien im Parteiensystem am Beispiel der Piratenpartei Deutschland », *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, Jg. 41, n° 3 (2010), p. 838-854.

10. Chaque année, la Société de la langue allemande (*Gesellschaft für deutsche Sprache*) désigne « une expression employée publiquement et dont l'emploi semble exagéré, inconvenant ou inhumain », en particulier « parce qu'elle s'oppose au principe de la dignité humaine », « parce qu'elle s'oppose aux principes de la démocratie », « parce qu'elle discrimine une partie de la société » ou « parce qu'elle euphémise, masque ou induit en erreur ».

La soif des électeurs allemands pour un « parti anti-establishment » s'est également manifestée par l'entrée d'un « parti de protestation », le « Piratenpartei Deutschland » (« Parti pirate d'Allemagne »), à la Chambre des députés de Berlin (« Berliner Abgeordnetenhaus ») en 2011 et dans les Parlements régionaux (« Landtage ») du Schleswig-Holstein, de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie et de la Sarre en 2012. Les « Pirates », eux aussi, s'étaient présentés comme un « parti à thème unique » et s'étaient concentrés au cours des premiers mois sur la politique en matière d'internet. L'organisation du parti, fondée sur le principe de la démocratie de base, l'avait cependant empêché de passer la barre des 5 % au niveau national et de s'établir à moyen terme dans le système des partis politiques allemands. L'AfD, au contraire, a délibérément opté contre un développement démocratique à partir de la base ; le parti a été fondé « par en haut ». C'est là l'une des raisons pour lesquelles l'AfD a plus rapidement réussi à mettre en place un pouvoir décisionnel fort et à commencer une campagne professionnelle à l'échelle du pays. Ce développement a été soutenu par les dons qui ont pourvu l'AfD de moyens financiers suffisants, ce qui n'était pas le cas des « Pirates ».

Bernd Lucke, Alexander Gauland et Konrad Adam ont profité de l'absence d'un parti anti-establishment eurosceptique en septembre 2012 lorsqu'ils ont fondé avec d'autres anciens membres de la CDU et du FDP le « Verein zur Unterstützung der Wahlalternative 2013 » (« Association pour le soutien d'une alternative électorale 2013 ») qui devait se joindre aux « Freie Wähler¹¹ » (« Électeurs libres ») aux élections du *Bundestag* de 2013. Après la défaite aux élections du Parlement régional (« Landtag ») de Basse-Saxe en 2013, les deux partenaires se sont séparés, en partie aussi parce que les représentants des « Freie Wähler » considéraient que le retour au *Deutsche Mark*, qui figurait au programme de la « Wahlalternative », n'était pas défendable.

Comme les porte-parole de la « Wahlalternative » étaient conscients du succès potentiel d'un parti eurosceptique auprès des électeurs, ils décidèrent le 6 février 2013 de fonder le parti « Alternative für Deutschland ». Au premier congrès du parti, Bernd Lucke, Frauke Petry et Konrad Adam ont été élus chefs du parti. Ainsi, dès le début, l'AfD misait sur l'expertise économique de ses dirigeants. La stratégie était désormais de donner la parole à des experts qui se situaient en dehors du système politique et de proposer des solutions fondées sur la situation concrète plutôt que sur des rapports de force politiques.

11. L'association fédérale des « Freie Wähler » est un parti issu du domaine de la politique municipale qui se définit comme un regroupement de communautés municipales d'électeurs. Actuellement, le parti est représenté au Parlement régional (*Landtag*) de Bavière et au Parlement européen.

Bernd Lucke est professeur de macroéconomie (actuellement en congé) à l'université de Hambourg. Il s'est illustré peu avant les élections du *Bundestag* de 2005 en étant l'un des principaux initiateurs du manifeste pour des réformes économiques en Allemagne, signé par 243 économistes. De plus, en réaction à la crise économique qui sévit depuis 2007, il a publié un appel pour la fondation d'un « plénum des économistes » ; en 2012, ce plénum s'est prononcé à une large majorité contre la prolongation des fonds de sauvetage de l'euro¹². Le professeur émérite d'économie politique Joachim Starbatty joua lui aussi un rôle essentiel. Starbatty a présidé le comité consultatif scientifique du parti jusqu'à la scission de 2015 et s'était fait connaître en déposant des recours constitutionnels auprès de la Cour constitutionnelle fédérale contre la mise en place de l'euro en 1997 et contre les aides à la Grèce et l'augmentation du fonds de sauvetage de l'euro. Cette équipe de professeurs fut complétée par d'autres personnalités influentes du camp conservateur comme Alexander Gauland, qui a présidé de 1987 à 1991 la chancellerie de la Hesse, et Konrad Adam, l'ancien correspondant en chef du quotidien conservateur *Die Welt* pour les questions politiques. De manière implicite ou explicite (par exemple lorsque Konrad Adam a soutenu l'idée de retirer le droit de vote aux « profiteurs d'État¹³ »), le parti défendait l'idéal apolitique d'un « gouvernement par l'élite comme au XIX^e siècle¹⁴ ». Mais cet idéal ne pouvait être maintenu qu'à court terme, comme l'a montré l'éviction de Bernd Lucke de la direction du parti à l'été 2015, entre autres à cause de sa direction trop autoritaire¹⁵.

Au congrès fondateur du parti le 14 avril 2013, l'AfD a adopté des lignes directrices exprimées sous forme de mots clés qui, d'après le parti, devaient servir à « diffuser de manière claire et concise les principales revendications politiques¹⁶ ». L'élaboration d'un programme de campagne par différentes commissions est prévue pour l'automne 2015. Si les domaines de l'éducation, de l'énergie et de la politique d'intégration ne comprennent que trois à quatre revendications principales, la politique monétaire fait l'objet de développements plus précis et plus ambitieux. Le parti exige le démantèlement méthodique de la zone euro, la réintroduction des

12. Certains économistes, comme par exemple Hans-Werner Sinn, président de l'Institut pour la recherche économique (Institut für Wirtschaftsforschung), se sont entre-temps retirés de l'initiative du fait des activités politiques de Lucke.

13. Konrad Adam a approuvé dans une chronique la revendication d'un commentateur invité : K. Adam, « Wer soll wählen », *Die Welt*, 16 octobre 2006, disponible sur : <www.welt.de/> [consulté le 24 août 2015].

14. C. Nestler et J. Rohgalf, « Eine deutsche Angst – Erfolgreiche Parteien rechts von der Union: Zur AfD und den gegenwärtigen Gelegenheitsstrukturen des Parteienwettbewerbs », *Zeitschrift für Politik*, n° 4, 2014, p. 409.

15. Lucke décidait souvent seul ; les membres de l'AfD n'avaient pas vraiment le droit de participer à la gestion du parti et pouvaient tout au plus approuver les thèses du parti par mail.

16. Disponible sur : <www.alternativefuer.de/programm-hintergrund/programmatur/> [consulté le 24 août 2014].

monnaies nationales et la création « d'alliances monétaires » plus petites et plus stables. Il demande aussi la modification des traités européens pour rendre possible la sortie de la zone euro. Il considère que les coûts de la politique de sauvetage de l'euro ne doivent pas être pris en charge par les contribuables mais par les banques, les *hedge funds* et les grands investisseurs privés. Le programme comporte aussi l'effacement de la dette pour des pays surendettés comme la Grèce.

La « Westalgie¹⁷ du parti du DM¹⁸ », pour reprendre les termes du politologue Karl-Rudolf Korte¹⁹, le plaçait au départ dans une situation confortable, puisqu'il était le seul parti à défendre un programme alternatif et n'était pas considéré comme plus à droite que la CDU sur l'échiquier politique, du moins dans les premiers mois. La conception d'une politique européenne alternative a été formulée encore plus clairement et avec plus d'insistance dans le programme électoral de l'AfD pour les élections européennes de 2014 ; elle ne se limitait plus désormais à la zone euro. D'après l'AfD, l'Union européenne est un État artificiel étranger aux citoyens qui repose sur des ruptures de contrats et des infractions au droit. L'AfD exige un arrêt de l'élargissement et de l'approfondissement insidieux de l'UE. Elle souhaite que l'Europe soit une fédération démocratique et fondée sur le droit qui rassemble des États souverains ayant un marché intérieur performant. À cette fin, l'AfD considère qu'il est indispensable de réduire la bureaucratie, de supprimer le double siège du Parlement européen, de diminuer le nombre de commissaires européens, de diviser par deux le nombre de fonctionnaires et de réduire le budget de l'UE, ce qui suppose de réduire les avantages fiscaux des fonctionnaires²⁰.

Paradoxalement, l'AfD n'a cependant pas tiré profit de la suite de la crise de l'euro. Cette impression s'est confirmée surtout à l'été 2015. En juillet 2015, juste après les dernières décisions concernant la crise grecque, 57 % des Allemands se disaient satisfaits du travail du gouvernement, soit cinq points de plus que le mois précédent, et l'homme politique le plus apprécié était le ministre des Finances Wolfgang Schäuble, avec une cote de popularité de 70 %²¹. Il est apparu relativement vite que l'Europe n'est pas un sujet qui garantit à tous coups un succès automatique en Allemagne. Mais

17. Il s'agit d'un jeu de mots à partir du mot « Ostalgie », qui désigne la nostalgie de la République démocratique allemande (RDA) – « Ost » signifiant « est » en allemand, « West » signifiant « ouest ».

18. Abréviation de « Deutsche Mark », la monnaie de la République fédérale d'Allemagne jusqu'à fin 2001.

19. K.-R. Korte, C. Leggewie et M. Lewandowsky, « Partei am Scheideweg: die Alternative der AfD », *Blätter für deutsche und internationale Politik*, vol. 60, n° 6, 2015, p. 61.

20. Disponible sur le site web du parti à l'adresse : <www.alternativefuer.de/> [consulté le 24 août 2015].

21. ARD-DeutschlandTREND, juillet 2015, disponible sur : <www.infratest-dimap.de/> [consulté le 24 août 2015].

depuis sa fondation, l'AfD avait pu potentiellement s'établir comme parti de rassemblement à droite de la CDU-CSU. Il a donc semblé approprié à une partie de sa direction de mettre à l'agenda du parti, en plus de la crise économique et financière, davantage de thèmes de société.

Attirer et fidéliser les électeurs

Dès les premiers mois, l'électorat de l'AfD était hétérogène. Cela n'a rien d'étonnant car les partis de protestations récemment fondés fonctionnent souvent comme des creusets rassemblant différentes positions politiques. Il faut souligner que dans les premiers mois de son existence, le parti a su mobiliser les électeurs d'autres partis ; un dixième seulement des électeurs de l'AfD aux élections du *Bundestag* se définissait comme d'anciens abstentionnistes (120 000 voix). L'AfD semblait bénéficier avant tout des faiblesses internes du FDP, d'où venait environ un cinquième de ses électeurs (430 000 voix). Le deuxième parti ayant perdu des électeurs au profit de l'AfD est « Die Linke » (340 000 voix), devant la CDU (290 000 voix)²².

Il semble étonnant, à première vue, que la droite (CDU, FDP) ne soit pas la seule à perdre des voix au bénéfice de l'AfD. Certes, d'après le chef du parti de l'époque, Bernd Lucke, le parti se situait en dehors de l'opposition gauche-droite ; cependant, les lignes directrices du parti et les prises de position d'autres personnalités influentes laissaient supposer que le parti s'insérerait dans le camp libéral ou conservateur. Ainsi, l'ancien président de l'Union fédérale de l'industrie allemande (« Bundesverband der deutschen Industrie ») Kai-Olaf Henkel a déclaré au moment où il entrait à l'AfD que c'était pour lui le dernier parti libéral d'Allemagne ; Frauke Petry a classé le parti comme force conservatrice parmi les partis démocratiques. Mais en même temps, la direction du parti n'a pas démenti lorsqu'ont été pointés des recoupements entre l'AfD et « Die Linke », et ce non seulement pour attirer davantage de voix, mais aussi comme argument contre les accusations de populisme de droite. Les recoupements possibles entre les deux partis concernaient la politique de sauvetage de l'euro, avec une critique de la redistribution du bas vers le haut, menée par le gouvernement, et le souhait d'une démocratie directe, qui implique une critique du Parlement européen.

Les élections du *Bundestag* de 2013 ont révélé deux tendances. D'une part, l'AfD était clairement perçue, à ses débuts, comme un parti de protestation, et sa position sur l'échiquier politique polarisé entre droite et gauche semblait secondaire à ses électeurs : 37 % des électeurs de l'AfD ont déclaré qu'ils avaient voté pour ce parti parce qu'ils n'étaient pas satisfaits des autres. Ce comportement

22. Disponible sur le site web du *Tagesschau* : <wahl.tagesschau.de/> [consulté le 24 août 2015].

a été particulièrement défavorable à « Die Linke », surtout à l'Est de l'Allemagne. Tandis qu'à l'Ouest l'AfD recevait 4,5 % des deuxièmes voix, son score était de 5,9 % dans les nouveaux *Länder*, dépassant ainsi la barre des 5 %. D'autre part, la crise de l'euro a été déterminante dans la décision de plus de la moitié des électeurs ; ce phénomène a surtout fait perdre des voix à la droite en faveur de l'AfD. Tandis que 42 % de l'ensemble des électeurs allemands considéraient l'euro plutôt comme un inconvénient au moment des élections du *Bundestag* de 2013, 80 % des électeurs de l'AfD étaient de cet avis²³. Les éléments eurosceptiques semblent donc avoir joué un rôle non négligeable dans le succès du parti à ses débuts.

Comme pour tous les partis de protestation, le défi était de fidéliser les électeurs après les élections du *Bundestag* et les élections européennes. Une partie non négligeable des électeurs s'était en fait décidée pour l'AfD peu de temps avant les élections et voulait surtout, par ce vote pour le parti eurosceptique, envoyer un avertissement aux partis établis. En même temps, l'hétérogénéité de l'électorat laissait déjà prévoir que la protestation ne se limiterait pas à la politique européenne et que d'autres sujets conflictuels apparaîtraient bientôt à l'agenda du parti, comme l'immigration et le rôle de l'Islam en Allemagne. De ce fait, l'ancrage à droite de l'échiquier politique était inévitable. Qui veut se débarrasser des « paresseux » grecs, ne veut pas non plus d'« immigration dans l'État social » ; et qui veut introduire une monnaie de référence, se prononce aussi pour une « culture de référence », comme le formulait l'hebdomadaire *Die Zeit* de manière certes exagérée, mais conséquente²⁴.

23. Disponible sur le site web du groupe de recherches « Wahlen » (« Élections ») : <www.forschungsgruppe.de/> [consulté le 24 août 2015].

24. B. Ulrich, « AfD – Die Spaltung », *Die Zeit*, n° 21, 2015, disponible sur : <www.zeit.de/2015/21/afd-spaltung-partei-bernd-lucke> [consulté le 24 août 2015].

Un « parti à thèmes multiples » au profil de plus en plus populiste (de droite)

Tandis que le parti ne dispose pas jusqu'à présent d'un programme complet, les « Lignes directrices politiques de l'Alternative für Deutschland » (« Politischen Leitlinien der Alternative für Deutschland »)²⁵, adoptées en mai 2014 après un vaste sondage auprès des membres, n'aident que modérément à classer la politique du parti. Dans l'avant-propos, l'AfD se décrit comme un parti protestataire, que « l'*establishment* des opinions [ne peut pas ranger] dans les tiroirs des vieilles commodes politiques ouverts bien trop rapidement ». En même temps, il s'agit de donner une voix à la majorité bourgeoise-conservatrice en Allemagne ; et le programme électoral, qui était « encore relativement axé à droite » pour les élections du *Bundestag* de 2013 (ceci se réfère particulièrement à la concentration sur le thème de la politique européenne), a gagné en largeur et en profondeur.

Il est évident que l'AfD devait, dès le début, être classée comme courant populiste. Elle se définissait ouvertement comme parti anti-*establishment*. Le slogan du parti « du courage face à la vérité » (« Mut zur Wahrheit ») doit être compris comme un appel à un *Grassroots movement*. Le fait que le parti ait été fondé « par le haut » en tant que « parti des diplômés » et non selon le principe de la démocratie de base ne semblait pas constituer un handicap. Cependant, pendant longtemps, les politologues spécialistes des questions électorales ne se sont pas accordés sur le classement du parti dans le populisme de droite. Si c'était le cas, l'axe de tension populiste entre « les » citoyens et l'élite politique s'élargirait à un troisième facteur externe, par exemple au conflit avec les immigrants, les demandeurs d'asile, les musulmans etc. Le parti lui-même a démenti cela avec véhémence pendant longtemps.

Dans la mesure où seuls peu de documents de l'AfD sur ces thèmes sont disponibles, comme par exemple la stratégie sur la politique migratoire de l'AfD de Saxe et les thèses – qui restent très modérées – de Bernd Lucke concernant le débat allemand sur l'islam, il faut plutôt analyser quelles positions les membres du parti

25. Disponibles sur : <www.alternativefuer.de/programm-hintergrund/programmatur> [consulté le 24 août 2015].

adoptent face aux points de vue populistes de droite et quels contacts existent avec la frange la plus à droite. Ainsi on peut par exemple s'interroger sur le rôle du groupe « Patriotische Plattform » (« Plateforme patriotique ») au sein de l'AfD et les relations du parti avec le mouvement « Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes » (« Européens patriotiques contre l'islamisation de l'Occident », Pegida). Tandis que le parti se positionna au début comme une sorte de FDP en plus conservateur, de nombreux politologues y virent la constitution d'un FPÖ allemand²⁶. L'Allemagne faisait exception dans ce domaine au niveau européen ; dans les pays voisins, des groupements nationaux-conservateurs et nationaux-populistes ont enregistré des succès parfois dès les années 1980.

Un FPÖ allemand ou un FDP plus conservateur? De quelle droite est l'AfD?

Une étude du German Marshall Fund of the United States (GMF) de début 2015 décrit l'AfD comme l'exemple type d'un parti populiste de droite qui ne pourrait en aucun cas être classé comme parti libéral-conservateur²⁷. Tous les politologues ne sont pas parvenus à cette conclusion. Nombre d'entre eux confirment le caractère populiste du parti, mais hésitent à parler de populisme de droite. Le parti évolue-t-il donc vers un FPÖ allemand ou s'agit-il plutôt d'une version plus conservatrice et populiste du FDP établi de longue date?

Comme l'AfD n'existait que depuis peu et que les structures, les personnalités et le profil du parti n'étaient pas encore bien affirmés, les premières estimations des politologues reposaient sur des périodes relativement courtes et étaient donc contestables. Quatre éléments compliquèrent le classement du parti sur l'échiquier politique : l'hétérogénéité des leaders du parti, l'hétérogénéité des électeurs, l'évolution progressive et délibérément non transparente²⁸ d'un « parti à thème unique » vers un « parti à thèmes multiples²⁹ »,

26. Le « Freiheitliche Partei Österreichs » (« Parti libre d'Autriche », FPÖ) est un parti populiste de droite représenté à 20,51 % au Parlement autrichien. C'est notamment l'ancien parti de Jörg Haider.

27. T. Lochoki, « Countering Right-Wing Populism: The AfD and the Strategic Dilemma for Germany's Moderate Parties », *GMF Policy Brief*, Vol. 2, n° 1, février 2015.

28. Voir à ce propos A. Häusler, « Die "Alternative für Deutschland" – Eine rechtspopulistische Partei? », Heinrich Böll Stiftung NRW, 2013. L'auteur identifie à la tête du parti et chez les électeurs des tendances nationales-libérales, nationales-conservatrices et populistes de droite.

29. Voir à ce propos K.-R. Korte, C. Leggewie et M. Lewandowsky, *op. cit.*, p. 59-67. Les auteurs constatent que jusqu'à l'automne 2014 le parti ne peut pas être qualifié de populiste de droite car il n'a pas de programmation xénophobe. Un profil clairement de droite s'est dessiné au plus tard avec le succès dans le Brandebourg, en Saxe et en Thuringe.

évolution résolument diffuse pour que le parti garde l'image d'un parti protestataire³⁰, et enfin la communication délibérément trompeuse du parti, qui a certes repris des thèmes populistes de droite mais ne les a pas communiqués comme tels pour échapper à une stigmatisation comme parti populiste de droite³¹.

Les dix « Thèses » sur l'islam sur lesquelles le président du parti de l'époque Bernd Lucke a organisé un vote par une circulaire adressée aux membres à l'automne 2013 et la prise de position écrite du 6 janvier 2015 émise par le groupe parlementaire de l'AfD au Parlement régional (« Landtag ») de Saxe sur les thèmes de l'asile et de l'immigration offrent quelques indices³². Il ressort sans équivoque des deux documents que l'AfD cherche à esquiver l'accusation de populisme de droite : l'Allemagne est « un pays tolérant et ouvert sur le monde » et l'AfD se prononce « expressément [en faveur de] la protection des réfugiés et des personnes cherchant protection ». En même temps, d'autres passages du texte offrent une grande marge d'interprétation et font le jeu des forces populistes de droite au sein du parti : « Nous attendons des immigrants qu'ils apprennent notre langue et affirment expressément une volonté d'intégration. Ils doivent respecter comme tout Allemand notre ordre juridique, notre culture, nos us et coutumes, et notamment la position d'égalité vis-à-vis des droits de la femme dans notre société. Nous refusons la constitution d'enclaves culturelles et de sociétés parallèles dans notre pays. Il ne faut pas minimiser de telles évolutions au motif de la dignité humaine et de la tolérance ». Le passage clarifie la vision raccourcie des réfugiés comme musulmans et ravive implicitement l'attitude critique vis-à-vis des personnes de religion musulmane.

La scission de l'aile libérale-conservatrice à l'été 2015 facilite désormais le classement sur l'échiquier politique : c'était justement cette aile qui voulait dissimuler au public les tendances populistes de droite du parti. La direction de l'AfD et celle du parti nouvellement créé Alfa semblent plus homogènes et mobiliseront en conséquence un électorat lui aussi « plus homogène ». Les positions libérales-conservatrices et nationales-conservatrices semblent s'être inéluctablement séparées en deux partis. L'AfD formule maintenant de manière plus offensive des thèses qui doivent être classées dans le populisme de droite. En même temps, elle a encore conscience que les partis populistes de droite en Allemagne restent un sujet tabou pour une majorité des électeurs. L'AfD continue donc également à souligner son caractère modéré. Tandis qu'aux temps

30. Voir à ce propos C. Nestler et J. Rohgalf, *op. cit.* Les auteurs constatent un usage délibéré du populisme et une mise en scène de soi comme victime des médias.

31. Voir à ce propos N. Berbuir, M Lewandowsky et J. Siri, « The AfD and its Sympathisers: Finally a Right-Wing Populist Movement in Germany? » *German Politics*, Volume 24, n° 2, 2015, p. 154-178.

32. Disponible sur le site web de l'AfD de Saxe : <www.afdsachsen.de/anlagen_db/presse/249.pdf> [consulté le 24 août 2015].

de sa création le parti ne pouvait clairement pas être qualifié de populiste de droite mais mobilisait bel et bien des forces populistes de droite, le parti suit à l'automne 2015 une ligne populiste de droite.

L'accentuation de la crise des réfugiés et le rôle de précurseur que la Chancelière Angela Merkel attribue aux Allemands pour surmonter la crise conduisent l'AfD et l'Alfa à adopter un positionnement plus clair dans le domaine de la politique d'asile.

Le concept de l'AfD « Maîtriser le chaos de l'asile en osant affirmer l'Allemagne » (« Mit Mut zu Deutschland das Asylchaos unter Kontrolle bringen!³³ ») et le papier « La culture de l'aide au lieu de la culture de la bienvenue » (« Hilfskultur statt Willkommenskultur³⁴ ») du parti Alfa se ressemblent dans leurs revendications principales d'un rétablissement des contrôles aux frontières dans l'espace Schengen et de l'application effective des règles de Dublin. Cependant l'AfD va nettement plus loin dans ses développements quand elle exige que le droit de demander l'asile en Allemagne soit supprimé. Les demandes d'asile doivent être faites sur place dans les ambassades allemandes ou « dans des centres qu'il faudra ouvrir et organiser sous l'administration de l'UE ou du HCR de l'ONU ». En réaction directe à l'attitude du gouvernement hongrois concernant la crise des réfugiés, le parti réclame que tous les « coûts liés au droit d'asile » soient remboursés à l'Allemagne par les pays d'où les « immigrants » sont arrivés. Dans le cas contraire l'Allemagne devrait faire valoir vis-à-vis de l'UE le droit de rétention concernant la participation financière à l'UE. L'évolution du positionnement du parti sur ce thème devra être observée au cours des prochains mois pour détecter la présence d'un contenu populiste de droite.

Le fait que dans les premiers mois, mais aussi jusqu'à aujourd'hui, peu d'observateurs aient classé le parti dans le populisme de droite tient avant tout au fait que le parti a été analysé à l'aide des critères des extrêmes droites traditionnelles : le fascisme, le rejet de la démocratie, l'objectif de renverser le système, la lutte contre les juifs, les étrangers, la gauche et l'UE ainsi que la race et la nation comme points de référence ne sont aujourd'hui plus présents dans la plupart des partis et organisations populistes de droite. Ceux-ci se détournent délibérément des extrêmes droites, préconisent une démocratie directe et plaident pour une transformation du système politique vers la droite. Les musulmans, la société multiculturelle ainsi que la bureaucratie de l'UE sont rejetés ; la tradition, la culture et la patrie constituent des points de référence. Il y a donc beaucoup de

33. Disponible sur le site web du parti : <www.alternativefuer.de/wp-content/uploads/2015/09/Asylpapier-zum-Flyer.pdf> [consulté le 10 septembre 2015].

34. Disponible sur le site web du parti : <www.alfa-bund.de/blog/alfa-hilfskultur-statt-willkommenskultur> [consulté le 10 septembre 2015].

recoupements avec les forces nationales-conservatrices au sein de l'AfD³⁵.

La proximité que des éléments de l'aile nationale-conservatrice recherchaient avec le mouvement Pegida, qui à la fin de l'automne 2014 a réussi à mobiliser toutes les semaines des dizaines de milliers de manifestants³⁶, doit être comprise comme un indicateur des tendances populistes de droite au sein du parti. Les manifestations, qui ont clairement faibli au premier semestre 2015, mais continuent à avoir lieu, sont dirigées contre une prétendue islamisation de l'Allemagne et la politique « ratée » d'asile et d'immigration. Les administrations régionales pour le respect de la Loi fondamentale (« Länderverfassungsschutzbehörden ») voient dans certaines branches du mouvement des tendances d'extrême droite³⁷. L'initiateur de Pegida, Lutz Bachmann, peut ainsi être cité comme exemple central : après avoir quitté pour quelque temps le mouvement lorsque des photos le montrant avec une moustache et une raie à la Hitler furent publiées sur Facebook, il est à nouveau actif dans le comité directeur du parti depuis février 2015.

Des représentants de l'AfD de Saxe, dont il faut classer la présidente régionale Frauke Petry dans l'aile nationale-conservatrice, ont rencontré au début de l'année 2015 des personnes de l'équipe d'organisation de Pegida pour la première fois. Hans-Thomas Tillschneider, membre du Comité directeur régional de l'AfD de Saxe, a fait l'éloge de Pegida, un mouvement auquel « il ne manque qu'un parti qui porte la protestation dans les parlements³⁸ ». Tillschneider a en outre agi en tant que porte-parole du groupe « Plateforme patriotique ». La « Plateforme patriotique » n'est pas une unité officielle du parti ; il s'agit plutôt de membres de l'AfD se disant « nationaux-libéraux » – en mettant l'accent sur « nationaux » – qui s'organisent. Au sein du parti, le groupe est considéré comme « dissident », sans cependant que la tête du parti n'ait jusqu'ici pris publiquement distances avec lui. La plateforme s'est déclarée solidaire des personnalités déviantes de l'AfD qui sont devenues dérangeantes à la tête du parti, comme par exemple Dubrakova Mandic, le président du tribunal d'arbitrage régional (« Landesschiedsgericht ») interne au parti, qui a traité le Président des États Unis Barack Obama de « nègre pour remplir les quotas » (« Quotenneger ») et contre lequel une procédure d'exclusion du parti

35. Voir à ce propos A. Häusler, « Feindbild Moslem: Türöffner von Rechtsaußen hinein in die Mitte? », in G. Botsch *et. al.* (éd.), *Islamophobie und Antisemitismus – Ein umstrittener Vergleich*, Berlin/Boston, Walter de Gruyter, 2012, p. 175.

36. Selon la police, il y avait au maximum 25 000 participants à Dresde le 12 janvier 2015. Les organisateurs parlent de 40 000 manifestants.

37. Dans ce contexte, il faut citer en particulier la branche berlinoise Bärigider et la branche leipzigoise Legida. Par ailleurs, des membres isolés de l'AfD ont pris part à des manifestations du groupe d'action « les Hooligans contre les Salafistes » (HoGeSa), issu de la scène hooligan.

38. Disponible sur le site web de la « Plateforme patriotique » : <www.patriotische-plattform.de/blog/2014/11/11/pediga-statt-hogesa/> [consulté le 24 août 2015].

a été lancée, ainsi que Tanja Festerling, qui s'est présentée comme candidate du mouvement Pegida aux élections municipales de Dresde après son exclusion du parti.

Les parallèles entre les revendications du parti et du mouvement Pegida sont indéniables. Il faut citer par exemple la proposition d'établir une politique d'immigration selon les modèles canadien et suisse. Mais les positions explicitement xénophobes exprimées dans les manifestations de Pegida ont rendu difficile une coopération du parti avec le mouvement. C'est pourquoi l'aile libérale-conservatrice de l'AfD s'est clairement distanciée du mouvement Pegida avant même la scission de l'AfD : tandis qu'en décembre 2014 on montrait encore de la compréhension pour les inquiétudes des manifestants³⁹, en janvier 2015, Bernd Lucke a exclu toute coopération avec Pegida⁴⁰.

L'AfD de Saxe espérait en revanche que la coopération avec le mouvement populiste de droite misant sur le droit et l'ordre public lui apporterait des voix. Car là où l'Union chrétienne-démocrate était auparavant en mesure d'absorber le potentiel populiste de droite, une fissure est désormais apparue qui aurait pu être comblée par la fusion de Pegida et de l'AfD en une nouvelle droite. Ce scénario semble cependant de plus en plus improbable : en mars 2015 l'organisateur de Pegida Lutz Bachmann prenait ses distances par rapport au parti : le temps était venu de « montrer qui commande aux élites ». Le parti a selon lui « perdu pied et suit maintenant avec zèle le courant de l'Apparatschik politique⁴¹ ». Aux élections municipales de Dresde, Pegida a finalement présenté sa propre candidate et a annoncé qu'il serait également présent aux élections régionales prévues pour 2016 : des indices sans équivoque qui montrent qu'on ne considère pas l'AfD comme une représentation parlementaire. Pegida et l'AfD se retrouvent donc de plus en plus dans une situation de concurrence. Certes Marcus Pretzel, alors porte-parole régional de l'AfD de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, a déclaré lors du congrès de l'AfD que celle-ci serait dorénavant un parti Pegida⁴². Frauke Petry a souligné en revanche qu'on ne « fraternise » pas avec Pegida, mais a constaté que Pegida a « amené dans la rue » des thèmes dont l'AfD doit s'occuper⁴³.

39. « Der AfD-Vorsitzende Lucke zeigt Sympathie für das rechte Bündnis », *Süddeutsche Zeitung*, 9 décembre 2014, disponible sur : <www.sueddeutsche.de/> [consulté le 24 août 2015].

40. « AfD-Chef Lucke im Interview: Das Wählerpotenzial für uns ist hoch », *Der Spiegel*, 15 janvier 2015, disponible sur : <www.spiegel.de/> [consulté le 24 août 2015].

41. « Pegida will den Eliten zeigen, wer hier das Sagen hat », *Leipziger Volkszeitung*, 16 mars 2015, disponible sur : <www.lvz.de/> [consulté le 24 août 2015].

42. Discours de Marcus Pretzell au congrès du parti d'Essen le 4 juillet 2015, disponible sur : <www.youtube.com/> [consulté le 24 août 2015].

43. Interview avec Frauke Petry : « Mit dem Front National hat die AfD nichts gemeinsam », *Die Zeit*, 8 juillet 2015, disponible sur : <www.zeit.de/> [consulté le 24 août 2015].

Sur invitation de la fédération régionale (« Landesverband ») de l'AfD de Saxe, du groupe parlementaire du Parlement régional et de la fédération du district (« Kreisverband ») de Dresde⁴⁴, une première manifestation contre la politique d'asile a été initiée mi-août en Saxe et au niveau fédéral. Par cette initiative, l'objectif du parti pourrait être de mobiliser des partisans de Pegida tout en gardant ses distances avec ce mouvement auquel, avec les manifestations, le parti dispute son principal champ d'activité.

Dès ses débuts, le parti a eu des problèmes pour endiguer les contacts droitiers de ses membres. Les procédures d'exclusion du parti pour activités ou propos d'extrême droite doivent, d'après la loi des partis (« Parteiengesetz ») en vigueur, être décidées par le tribunal d'arbitrage régional du parti compétent pour la région concernée⁴⁵. Cela implique cependant un grand investissement en temps. Un noyautage du parti par des mouvances d'extrême droite a été craint dès les premiers mois ; la fédération de district de l'AfD à Düsseldorf a publié le document appelé « Appel de Düsseldorf ». Il interdit l'adhésion au parti aux membres actifs et aux anciens membres du « Nationaldemokratische Partei Deutschlands » (« Parti national-démocrate d'Allemagne », NPD) et de la « Deutsche Volkunion » (« Union populaire allemande », DVU), mais aussi des « Republikaner », « Pro Köln » et « ProNRW ». Le membre fondateur de l'AfD et chef régional suppléant en Rhénanie-du-Nord-Westphalie Martin Renner a cependant qualifié l'appel d'« hystérisation et de chasse aux sorcières menée avec les instruments du politiquement correct⁴⁶ ». Dans une interview réalisée en mai 2015, le président du groupe parlementaire de l'AfD au Parlement régional de Thuringe, Björn Höcke, soulignait que tout « membre du NPD ne [pouvait] pas être considéré comme extrémiste⁴⁷ ».

L'AfD, un retardataire au niveau européen

À la différence des pays voisins, le populisme de droite est resté jusqu'à présent un phénomène marginal en Allemagne. Malgré quelques succès électoraux isolés à partir de la fin des années 1980, les mouvements et les partis populistes de droite n'ont jusqu'à aujourd'hui pas pu s'établir à long terme et à grande échelle en Allemagne. Il y a bel et bien eu des tentatives : en 1986 le petit parti allemand « Die Republikaner » (« Les Républicains », REP) fut créé

44. Disponible sur le site web de la fédération de Dresde : <www.afd-dd.de/> [consulté le 24 août 2015].

45. Disponible sur le site web du parti à l'adresse : <www.alternativefuer.de/wp-content/uploads/2015/02/AfD_Satzung_31-01-15.pdf> [consulté le 24 août 2015].

46. « Anti-Euro-Partei befürchtet Unterwanderung durch Neonazis », *Die Welt*, 5 juillet 2013, disponible sur : <www.welt.de/> [consulté le 24 août 2015].

47. Interview avec Björn Höcke sur Deutschlandfunk, disponible sur : <www.deutschlandfunk.de/> [consulté le 24 août 2015].

par d'anciens membres de la CSU. Le parti se définit comme conservateur de droite et a obtenu pour la première fois aux élections du Parlement régional bavarois en 1986 un succès honorifique de 3 %. D'autres bons résultats ont suivi à différentes élections de parlements régionaux et aux élections européennes de 1989. Entre-temps, le parti a cependant perdu en importance. Depuis 2001, il n'est plus représenté qu'au niveau communal et il n'a obtenu aux dernières élections européennes en 2014 que 0,4 %. La création d'autres petits partis n'a pas été couronnée de succès, comme par exemple le parti « STATT-Partei » qui a été noyauté par les extrêmes droites à partir de 1995, le « Bund freier Bürger », qui a existé jusqu'en 2000 et s'est fortement inspiré du FPÖ de Jörg Haider, ou encore le parti « Pro Deutsche Mitte – Initiative Pro D-Mark » qui a existé jusqu'en 2007 et s'est fait remarquer par sa propagande de droite.

Tous les partis populistes de droite ont en commun que c'est surtout par une position provocatrice particulièrement pertinente qu'ils peuvent enregistrer des succès. Par principe, le vote pour un parti populiste de droite est en effet vu comme tabou par les électeurs allemands. Cette condition fut remplie par les « Republikaner ». Ils ont proposé à la fin des années 1980 et au début des années 1990 des solutions radicales face à la montée du chiffre de demandeurs d'asile, qui a alors atteint 440 000. Cette augmentation était liée à l'ouverture du « rideau de fer » et aux conflits dans l'ancienne Yougoslavie.

Un mécanisme similaire peut actuellement être observé dans le mouvement « Pro ». Le groupuscule se présente lui-même comme conservateur et mouvement citoyen, mais il collabore étroitement avec des néonazis et a été créé à partir du mouvement d'extrême droite « Deutsche Liga für Volk und Heimat » (« La ligue allemande pour le peuple et la patrie »). Aux élections municipales de 2009, ProKöln a réussi à engranger plus qu'un succès honorifique avec 5,4 % des voix, car il a mobilisé l'islam comme nouveau thème gagnant pour les populistes de droite. Là où le racisme nationaliste et populaire à l'ancienne ne trouve pas d'écho auprès des électeurs, le culturalisme nouvelle école peut mobiliser l'électorat. Ainsi, un slogan comme « la liberté plutôt que l'islam » (« Freiheit statt Islam ») a plus d'écho auprès des électeurs allemands que « les étrangers dehors » (« Ausländer raus »).

Il faut aussi souligner que le nombre d'actes violents racistes envers des foyers de demandeurs d'asile a fortement augmenté ces derniers mois en Allemagne. D'après les informations du gouvernement fédéral, 67 délits avec des motifs racistes ont été recensés à l'échelle fédérale au cours du dernier trimestre 2014 – plus que pendant toute l'année 2013⁴⁸. Pour le premier semestre

48. Il ressort d'une réponse du ministère fédéral de l'Intérieur à une question du groupe parlementaire « Die Linke » que les actes violents étaient dirigés contre les

2015 le ministère fédéral de l'Intérieur a communiqué le chiffre provisoire de 202 actes de violence. Cette atmosphère est provoquée par la forte augmentation des demandes d'asile en Allemagne. Le fait est qu'à l'échelle européenne, c'est en Allemagne que la majorité des demandes d'asile sont déposées. L'Office fédéral pour la migration et les réfugiés (« Bundesamt für Migration und Flüchtlinge », BAMF) avait pronostiqué 200 000 demandeurs d'asile au total pour l'année 2014 – et cela s'est réalisé avec 202 000 demandeurs. Pour 2015, le BAMF a cependant dû plusieurs fois corriger ses prévisions à la hausse et escompte actuellement 800 000 demandes. Ces prévisions aussi vont certainement à nouveau devoir être revues à la hausse. Le nombre de demandeurs d'asile en Allemagne va donc plus que doubler en comparaison avec les chiffres de 1992. La boucle est bouclée concernant les succès électoraux des « Republikaner » dans les années 1980 et 1990. Le potentiel de peur des électeurs va, en 2015 aussi, être récupéré par un parti.

Pour cette raison, nombre de commentateurs n'ont pas attendu pour faire la comparaison avec le parti français « Front national » (FN). Cela a certainement dû plaire à la présidente du parti Marine Le Pen, elle qui après les élections fédérales se montrait déjà impressionnée par le nouveau parti. Elle aurait volontiers inclus l'AfD dans le groupe parlementaire européen « Europe des nations et des libertés » (ENL). Le choix de l'AfD de rejoindre le groupe parlementaire « Conservateurs et réformistes européens » (ECR) autorise en revanche à tirer deux conclusions : en mai 2014, une comparaison de l'AfD avec le FN n'était pas justifiée. Certes les deux partis se situaient en dehors de l'opposition gauche-droite. Mais l'électorat et le programme des partis ne toléraient guère de parallèles. Tandis que les électeurs du FN se situent plutôt dans les classes inférieures (43 % sont issus de milieux ouvriers, 37 % n'ont pas le baccalauréat, 30 % viennent de foyers à faible revenu⁴⁹), en Allemagne, les électeurs de l'AfD étaient issus des classes supérieures (26 %) et moyenne (53 %), 55 % avaient le baccalauréat et/ou avaient fait des études, 44 % disposaient d'un revenu net du foyer de 3 000 € ou plus. Ce sont surtout des employés (62 %) et des retraités (34 %) qui ont voté pour l'orientation eurocritique du parti, les ouvriers étaient à peine représentés (8 %)⁵⁰. La ligne de libéralisme économique de l'AfD (avec le député européen Kai-Olaf Henkel comme « capitalisme radical personnifié »⁵¹) ne se laissait pas non plus concilier avec le protectionnisme représenté/défendu par le FN. Au moment des élections européennes de 2014, il y avait

hébergements de réfugiés ou leurs habitants. Cela va de l'incitation à la haine à des attaques avec des armes ou des dispositifs incendiaires.

49. « Élections européennes 2014. Comprendre le vote des Français », Ipsos/STERIA pour France Télévisions, Radio France, Le Point, LCP Public Senat, France 24, disponible sur : <www.fr.scribd.com/> [consulté le 24 août 2015].

50. Sondage de l'institut de sondage Forsa, disponible sur : <www.stern.de/> [consulté le 24 août 2015].

51. Gero Von Randow, « Rechts ist nicht gleich rechts », *Die Zeit*, n° 14, 2014, disponible sur : <www.zeit.de/> [consulté le 24 août 2015].

certainement déjà dans l'AfD des groupes marginaux d'ultra-droite qui voulaient gagner du pouvoir au sein du parti. Il faut cependant rappeler que le FN a été classé parti d'ultra-droite par l'aile favorable au libéralisme économique. Le président du parti d'alors a refusé en conséquence, entre autre pour soigner son image, tout entretien avec Marine Le Pen. Frauke Petry, de l'aile nationale-conservatrice de l'AfD, nie elle aussi jusqu'à aujourd'hui que l'AfD puisse se transformer en un FN allemand⁵². La décision d'adhérer au groupe parlementaire « Conservateurs et réformistes européens » (ECR) a en ce sens été une conséquence logique en mai 2014. Le politologue Dieter Plehwe analyse qu'il ne s'agit pas dans ce groupe parlementaire d'une « opposition fondamentale à l'Europe » mais d'une « politique d'alliance avec les partis dominants », c'est-à-dire les partis conservateurs⁵³.

À l'été 2015 une décision quant à l'orientation a cependant été prise au sein du parti. Les tensions entre l'aile favorable au libéralisme économique, qui a conservé l'avantage aux élections européennes de 2014, et l'aile nationale-conservatrice de l'AfD ont inéluctablement conduit à une division du parti. Tandis que l'aile nationale-conservatrice domine désormais, une grande partie de l'aile favorable au libéralisme économique s'est réunie dans le nouveau parti « Allianz für Fortschritt und Aufbruch » (« Alliance pour le progrès et le renouveau », Alfa). Les deux ailes se retrouvent cependant encore dans le groupe parlementaire ECR. Tandis qu'Alfa confirme son image de parti libéral-conservateur d'experts et de diplômés avec les députés européens Bernd Lucke, Kai-Olaf Henkel, Bernd Kölmel, Joachim Starbatty et Ulrike Trebesius, du côté de l'AfD, deux « purs et durs » de l'aile nationale-conservatrice sont représentés au Parlement européen avec Beatrix von Storch et Marcus Pretzell. Marcus Pretzell avait déjà montré peu d'appréhension quant à un contact avec des partis populistes de droite au Parlement européen ; von Storch se distingue avant tout par sa lutte pour l'image traditionnelle de la famille et de la femme et contre la « folie du genre ». On peut donc se demander si l'AfD se trouve actuellement encore dans le bon groupe parlementaire au Parlement européen.

52. Interview de Frauke Petry: « Mit dem Front National hat die AfD nichts gemeinsam », *Die Zeit*, 8 juillet 2015, disponible sur : <www.zeit.de/> [consulté le 24 août 2015].

53. « Die Chancen der kleinen Parteien », Deutschlandfunk, 18 mai 2014, disponible sur : <www.deutschlandfunk.de/> [consulté le 24 août 2015].

Les perspectives de l'AfD et les alternatives à l'« Alternative pour l'Allemagne »

Au plus tard en juin 2015 il est devenu clair que le parti était assez hétérogène pour être brisé par les querelles internes : le congrès des délégués du parti a été repoussé et finalement organisé en juillet 2015 sous forme de congrès des membres du parti. Bernd Lucke et l'aile libérale-conservatrice espéraient obtenir des membres un soutien plus important pour l'élection du président du parti. Le trio sortant, qui représentait jusqu'alors les deux ailes, devait ainsi être réduit à un seul chef du parti dans le cadre du congrès du parti. Une querelle entre les camps était désormais inéluctable.

Dès le mois de mai 2015 Bernd Lucke initia la création de l'association « Weckruf 2015 » au sein du parti. L'objectif était de conserver dans l'AfD « les systèmes de valeurs conservateurs mais aussi libéraux et sociaux ». Ainsi l'association refusait les positions « xénophobes, racistes, nationalistes, antisémites, islamophobes [...], homophobes, radicales de droite ou de gauche⁵⁴ » que l'on pouvait percevoir dans les rangs de l'aile nationale-conservatrice⁵⁵.

Lors des élections du bureau du parti au congrès d'Essen les 4 et 5 juillet 2015, la représentante de l'aile nationale-conservatrice, Frauke Petry, obtint 60 %⁵⁶ des voix des membres, et le partisan du libéralisme économique Bernd Lucke environ 38 %. Frauke Petry avait déjà imposé la nouvelle ligne de l'AfD dans son discours de candidature lors du congrès : désormais la « politique [devait] être faite pour des personnes comme celles du mouvement Pegida ». D'après elle, une religion comme l'islam comporte une compréhension de l'État qui [...] est complètement étrangère en

54. Conditions d'adhésion à l'association « Weckruf 2015 », disponible sur : <www.weckruf2015.de/beitritt> [consulté le 24 août 2015].

55. L'Association a été rapidement déclarée non conforme aux statuts par le tribunal arbitral fédéral (« Bundesschiedsgericht ») et le bureau fédéral a imposé sa dissolution, mais cette interdiction a finalement été levée.

56. Jörg Meuthen a été élu deuxième porte-parole avec 62 % des voix. Il n'appartient à aucun des deux camps et sera porte-parole suppléant à partir du congrès programmatique du parti en décembre 2015. Les porte-parole suppléants élus au premier tour sont Alexander Gauland, Beatrix von Storch et le président régional de l'AfD de Hesse Albrecht Glaser qui considère l'Europe comme un projet de la gauche radicale.

Europe. La remarque de Lucke que des millions de musulmans possèdent la nationalité allemande a quant à elle été huée par de nombreux membres.

Le départ de Lucke du parti n'était qu'une question de temps après son éviction du bureau du parti. Quatre autres députés européens ainsi que de nombreux députés de parlements régionaux et présidents régionaux du parti le suivirent. Après l'approbation claire du camp national-conservateur par les membres du parti, il ne restait en fin de compte à l'aile libérale-conservatrice que trois options : quitter le parti et reconnaître l'échec, quitter le parti et créer un nouveau parti ou « hiverner » dans le parti et espérer le retour d'une majorité favorable au libéralisme économique. L'association « Weckruf 2015 » se décida pour un sondage auprès des membres lors duquel 71 % s'exprimèrent pour la création d'un nouveau parti et 44 % se « déclarèrent prêts à participer à cette nouvelle initiative. 58 % des membres interrogés déclarèrent de surcroît qu'ils avaient déjà quitté l'AfD ou envisageaient de le faire définitivement⁵⁷.

Deux semaines seulement après les choix d'orientation de l'AfD au congrès d'Essen, le parti « Allianz für Fortschritt und Aufbruch » (Alfa) fut créé. Le président du parti est Bernd Lucke. Du fait des défections de l'AfD au profit d'Alfa, le parti a déjà cinq représentants au PE, un représentant au Parlement régional de Thuringe et trois députés à Brême. Alfa se fixe comme objectif – c'est ce que montre le programme du parti – de se situer dans la continuité des premiers mois d'existence de l'AfD. De larges parties du programme sont empruntées aux lignes directrices de l'AfD⁵⁸. Bernd Lucke classe désormais le parti à gauche de l'AfD, à droite de la CDU mais en aucun cas comme successeur du FDP⁵⁹.

En même temps le programme contient des signaux clairs pour éviter un nouveau noyautage par des membres populistes de droite. Il est ainsi stipulé dans le préambule : « Nous sommes contre une politique des formules populistes – et nous nous opposons catégoriquement aux propos provocateurs et aux tentatives de restreindre les droits fondamentaux de la personne dans le cas des minorités ». Une « régulation de l'immigration selon des critères raciaux ou de chauvinisme culturel » est rejetée ; le parti se prémunit également contre les positions islamophobes avec la ligne directrice selon laquelle « les personnes de religion musulmane qui vivent parmi nous en paix et intégrées en tant qu'amis, voisins ou collègues de travail [...] font partie de notre société et nous leur adressons notre solidarité contre tous les amalgames et les attaques

57. « Neue Partei? Luckes Anhänger sagen ja », *Tagesschau.de*, 9 juillet 2015, disponible sur : <www.tagesschau.de> [consulté le 24 août 2015].

58. Ceci conduisit à un conflit avec l'AfD car le parti considérait que les lignes directrices étaient sa « propriété intellectuelle ».

59. Interview avec Bernd Lucke : « Unverstellter Ausblick », *Der Spiegel*, 31/2015.

indifférenciées⁶⁰ ». La démarcation de Bernd Lucke vis-à-vis de la scène populiste de droite est encore plus explicite depuis la création du parti : il souligne que l'AfD a débuté comme un parti bourgeois fortement marqué par les diplômés mais que les modérés ont été évincés par les « Wutbürger », c'est-à-dire les « indignés ». Il dit avoir délibérément accepté l'affaiblissement de sa position de force à l'AfD en se positionnant : pour des sanctions économiques si la Russie envahit l'Ukraine, pour la liberté de religion, pour une immigration qualifiée. L'AfD actuelle n'aurait que suivi simplement le courant d'une atmosphère de plus en plus prorusse et islamophobe et à la xénophobie latente⁶¹.

Pour cette raison, des règles d'adhésion strictes sont en vigueur dans le parti Alfa pour les nouveaux membres inconnus : ils deviennent dans un premier temps membre invité pendant un an, et doivent de surcroît signer une profession de foi contre la xénophobie et l'islamophobie et pour une orientation occidentale. Les statuts d'Alfa autorisent à établir une liste noire de personnes à qui l'adhésion au parti est interdite. Cela vaut par exemple pour d'anciens membres de partis radicaux de droite.

Les résultats de l'AfD et d'Alfa aux prochaines élections des parlements régionaux et du *Bundestag* en 2017 ne dépendent pas seulement du positionnement qui résultera des programmes des partis. Différents facteurs externes jouent également un rôle. L'électorat potentiel d'Alfa se trouve actuellement dans le camp libéral-conservateur, des électeurs doivent donc être débauchés du FDP et de la CDU/CSU. L'évolution de la politique européenne de l'Union chrétienne-démocrate et la capacité du FDP à s'affirmer à nouveau dans le paysage politique allemand vont certainement être décisives. Le succès de l'AfD dépend en revanche de la manière dont la société accueillera la politique actuelle d'asile et d'immigration du gouvernement. Si seuls des électeurs de la frange radicale de la droite peuvent être mobilisés, le parti est menacé par un sort semblable à celui du NPD, qui pour une forte majorité des électeurs allemands n'est pas éligible.

La tête du parti de l'AfD se montre relativement ouverte vis-à-vis d'un positionnement populiste de droite. Frauke Petry exigeait que l'AfD surmonte sa peur de passer comme étant de droite ; pour le porte-parole suppléant et président du groupe parlementaire de l'AfD au Parlement régional de Brandebourg Alexander Gauland, seule la loi fondamentale dicte la limite à ne pas franchir⁶². Des prises de position dans la base du parti laissent supposer une escalade prochaine. Le fait que Barack Obama ait été qualifié de « nègre pour remplir les quotas » et que le Coran ait été comparé à *Mein Kampf* de

60. Programme du parti Alfa, disponible sur le site web du parti à l'adresse : <www.alfa-bund.de/> [consulté le 24 août 2015].

61. Interview avec Bernd Lucke : « Unversteltter Ausblick », *Der Spiegel*, 31/2015.

62. M. Amann, « Angriff von rechts », *Der Spiegel*, 29/2015.

Hitler peut être considéré comme un signe de cette escalade. La discussion à la présidence du parti sur l'abandon de la procédure d'exclusion du parti contre Björn Höcke pour sa déclaration selon laquelle tous les membres de la NPD ne peuvent pas être classés d'extrémistes, fait supposer un ancrage futur du parti dans la frange la plus à droite.

Une autre tendance peut être constatée : à l'inverse des fédérations régionales (*Landesverbände*) ouest-allemandes du parti, dont de nombreux membres ont quitté le parti avec Bernd Lucke, l'AfD de Saxe n'a enregistré au début que quelques défections isolées. La présidente de l'AfD de Saxe, Frauke Petry, sera selon les statuts du parti seule présidente du parti au niveau fédéral à partir de décembre 2015. Deux options en découlent : le parti peut devenir plus saxon – des forces nationales-conservatrices dominaient au sein de l'AfD de Saxe dès les débuts du parti – ou le parti pourrait aussi devenir un parti régional.

Le projet du parti Alfa de faire dépendre sa raison d'être de l'évolution de la crise économique et financière de la zone euro semble risqué. Il faut noter que Bernd Lucke, avec son orientation eurosceptique et libérale-conservatrice, a été démis de son poste de président du parti exactement au moment du référendum sur la crise de la dette de l'État en Grèce. Si Alfa mise sa garantie de succès en tant que « parti à thème unique » sur la crise financière et économique, le succès aux élections du *Bundestag* de 2017 semble improbable.

Si l'AfD occupe la place à droite de la CSU, on peut se demander s'il restera encore suffisamment de place pour Alfa. Bien qu'Alfa ne souhaite pas se positionner comme bouche-trou pour le FDP, son avenir dépendra tout de même inéluctablement de l'évolution de ce parti. Le parti libéral semble en ce moment vouloir se positionner comme nouvelle alternative conservatrice à la politique européenne actuelle du gouvernement fédéral. Le président du parti Christian Lindner a donné une nouvelle orientation au parti dans un entretien à un journal. Ainsi Lindner a exigé la sortie (au moins provisoirement) de la Grèce de la zone euro. Mais il préconisait en même temps une union monétaire plus étroite sans la Grèce et un rôle fortement géostratégique pour l'Union européenne en général. Ainsi le FDP pourrait récupérer des voix d'Alfa mais aussi de l'AfD ultra-nationale.

Les élections régionales de mars 2016 dans le Bade-Wurtemberg, en Rhénanie-Westphalie, en Rhénanie-Palatinat et en Saxe-Anhalt seront un premier test pour les élections du *Bundestag* de 2017. Actuellement, d'après les sondages, 5 % des électeurs donnent leur voix à l'AfD lorsqu'on leur demande : « Pour qui voteriez-vous si les élections du *Bundestag* avaient lieu dimanche

prochain ?⁶³ ». Tandis que 15 % des électeurs trouvent important que le FDP soit représenté au prochain *Bundestag*, ils ne sont que 5 % pour l'AfD. C'est justement sur les thèmes centraux de la crise économique et financière et de l'immigration que le profil de l'AfD devient flou. En 2014, 58 % des électeurs voyaient encore dans l'AfD le parti qui s'engage pour la suppression de l'euro ; actuellement, ce chiffre est de 38 %. Concernant les thèmes de l'immigration et de l'asile, le chiffre est passé de 60 % en 2014 à 46 %⁶⁴. Dans ce domaine, il faut s'attendre à des reports de voix en raison de la situation actuelle en Allemagne et de l'augmentation du nombre de réfugiés qui se poursuit.

Il faut en revanche que le parti nouvellement créé Alfa parvienne d'ici mars 2016 à mettre en place des structures robustes pour le parti. Le président du parti Lucke a déjà prouvé en 2013 au moment de la création du parti AfD que cela est possible en très peu de temps. Cependant, jusqu'à présent, seuls 56 % des électeurs allemands ont pris conscience de la création du parti Alfa. Moins de 5 % des personnes interrogées peuvent imaginer voter pour ce parti lors de futures élections, que ce soit au niveau fédéral, régional ou communal⁶⁵.

63. Politbarometer, disponible sur : <www.forschungsgruppe.de/> [consulté le 2 octobre 2015].

64. Allensbach Studie, « Die Rückkehr der FDP », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 20 août 2015, disponible sur : <www.faz.net/> [consulté le 24 août 2015].

65. *Ibid.*

Conclusion

Le scénario d'une AfD proche du Pegida, qui semble de plus en plus probable, constitue un danger pour la culture politique de l'Allemagne. Dans ce cas le parti resterait dans l'euphorie d'une opposition de principe et ne rechercherait pas de modifications concrètes, mais la confirmation d'un isolement délibérément provoquée. Un travail concret ne serait guère possible, et la haine xénophobe serait à l'ordre du jour.

La capacité des décideurs aux niveaux fédéral, régional et communal de faire avancer une politique d'asile cohérente et transparente avec des règles claires, et d'élaborer une politique d'intégration rapide et efficace pour les demandeurs d'asile avec un droit de séjour sera pour une part non négligeable décisive pour le succès des partis populistes de droite et donc aussi de l'AfD dans l'échiquier politique allemand. Il n'est pas encore possible de savoir si les « indignés » allemands représentant un potentiel électoral pour les partis et les mouvements anti-*establishment* accepteront des contenus populistes de droite.

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les « Notes du Cerfa » sont des textes concis, à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des « Visions franco-allemandes », les « Notes du Cerfa » sont accessibles sur le site Internet du Cerfa, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Dernières publications du Cerfa

Gabriel Felbermayr, « [Le débat du TTIP en Allemagne](#) », *Note du Cerfa*, n° 124, juin 2015.

Franca Diechtl, Severin Fischer, « [Sous de nouveaux auspices : processus de transition et modèles de coopération au sein des relations énergétiques franco-allemandes](#) », *Vision franco-allemande*, n° 26, juin 2015.

Annegret Bendiek, « [La Review 2014 : les piliers de la politique étrangère allemande et les attentes du reste du monde](#) », *Note du Cerfa*, n° 123, juin 2015.

Frank Umbach, « [La transition énergétique allemande à la croisée des chemins : pressions mondiales ou îlot énergétique vert](#) », *Note du Cerfa*, n° 122, mai 2015.

Marcus Engler, Martin Weinmann, « [L'immigration européenne en Allemagne : tendances actuelles](#) », *Note du Cerfa*, n° 121, mars 2015.

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Le Cerfa bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère des Affaires étrangères et européennes et l'Auswärtiges Amt ; son conseil de direction est constitué d'un nombre égal de personnalités françaises et allemandes.

Le Cerfa a pour mission d'analyser les principes, les conditions et l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de trouver et de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Hans Stark assure le secrétariat général du Cerfa depuis 1991 et il est responsable de la publication des « Notes du Cerfa » et des « Visions franco-allemandes ». Barbara Kunz est chercheur. Nele Wissmann est chargée de mission dans le cadre du projet « Dialogue d'avenir ». Lea Metke est chargée de projets au sein du Cerfa.